

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



MINISTERE DU PETROLE, DES MINES ET DE L'ENERGIE

SOCIETE MAURITANIEENNE D'ELECTRICITE (Groupe SOMELEC)



UNITE DE GESTION DU PROJET

WEST AFRICAN REGIONAL ELECTRICITY MARKETS PROJET (REMP)

**Termes de référence pour le recrutement d'un Responsable
Administratif et Financier du Projet (RAF)**

Février 2025

I. CONTEXTE

1. Introduction Générale

La Mauritanie est un pays aride d'Afrique de l'Ouest, avec un ensemble complexe de défis de développement. Sa population de 4,927 millions d'habitants (ANSADE 2023) a augmenté de 3,1% par an depuis 2013.

Malgré une décennie de croissance, un des défi majeur pour la Mauritanie est la diversification dans les secteurs créateurs d'emplois. La détérioration de l'économie mondiale en 2020 due à la pandémie de COVID-19 a entraîné une contraction du PIB réel de la Mauritanie de 3,6% en 2020, après une croissance de 5,9% en 2019. La croissance économique a été principalement tirée par l'industrie extractive et minière, la pêche et le secteur de la construction. Les moteurs sous-jacents de la croissance ont été l'augmentation des prix du fer, de l'or et du cuivre sur les marchés internationaux, ainsi que d'importants investissements gouvernementaux dans les infrastructures publiques. Les exportations mauritaniennes sont largement dominées par les industries extractives (53%) et la pêche (45%), des secteurs qui ne sont pas encore enclins à la création d'emplois importants.

Le gouvernement a fait de la diversification économique et du développement régional des priorités pour favoriser la création d'emplois. Pour répondre au défi de la pauvreté et soutenir le développement économique du pays, actuellement principalement concentré à Nouakchott, Nouadhibou et autour des quelques mines, le gouvernement promeut un programme de développement régional.

Pour relever ces défis, le Gouvernement a adopté la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité partagée (SCAPP), qui comprend pour le secteur de l'énergie un ambitieux programme d'électrification de l'ensemble des localités urbaines et rurales à l'horizon 2030. La stratégie s'articule autour des trois piliers suivants :

- favoriser une croissance plus élevée, durable et inclusive créatrice d'emplois dans les secteurs qui présentent un potentiel élevé pour l'emploi tels que l'agriculture, les activités pastorales et la pêche. L'objectif est d'améliorer les infrastructures publiques, de promouvoir le développement du secteur privé en améliorant le climat des affaires, de développer les partenariats public-privé, d'élargir l'accès des petites et moyennes entreprises aux services financiers et de favoriser l'investissement direct étranger ;
- développer le capital humain et améliorer l'accès aux services sociaux de base, en visant en priorité l'accès et la qualité de l'éducation, la formation professionnelle et la santé ;
- renforcer de la gouvernance. A ce titre, une nouvelle loi organique des finances renforcera la transparence et la responsabilisation.

2. Contexte Sectoriel

La stratégie d'électrification en Mauritanie est définie dans la SCAPP avec pour objectifs sectoriels : (i) le développement de nouvelles capacités de production à partir des ressources nationales, dont le gaz naturel ; (ii) l'extension du réseau de transport et l'interconnexion avec les

pays voisins ; (iii) l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et (iv) la mise en œuvre des solutions hors réseau dans les zones rurales reculées.

La Société Mauritanienne d'Electricité (GROUPE SOMELEC) intervient sur l'ensemble des segments d'activités de l'électricité, à savoir la Production, le Transport, la Distribution et la Commercialisation. Le secteur de l'électricité en Mauritanie a bénéficié d'investissements importants dans les infrastructures électriques, en particulier dans les systèmes de production et de transport, avec une part croissante d'énergies renouvelables. La puissance installée totale en 2020, au niveau de la SOMELEC est de 518 MW, dont 327 MW sont disponibles. La production d'énergie renouvelable comprend (i) une centrale éolienne de 30 MW à Nouakchott (2017), (ii) deux centrales solaires de 15 MWc et 50 MWc à Nouakchott mises en service respectivement en 2013 et 2017, (iii) une centrale éolienne de 100 MW mise en service en 2023 à Boulenouar et (iv) les parts de la Mauritanie dans la centrale hydroélectrique de Manantali (30 MW), la centrale hydroélectrique de Felou (18 MW) et 47 MW qui représentent la quote-part de la centrale de Guoina. La Mauritanie a réalisé un important programme de construction de réseau de transport de l'énergie électrique visant à desservir les grands centres nationaux de consommation notamment les lignes HT Nouakchott – Nouadhibou, la ligne Sélibabi - Mbout et la ligne 225 kV Nouakchott-Keur Per et des autres sont en cours d'exécution , Nouakchott – Zouerate, et à créer et/ou à consolider les interconnexions avec les pays limitrophes (et Nouakchott – Néma avec dérivation vers Kayes).

3. Contexte du projet

Actuellement, la part de la population ayant accès à l'électricité est estimée à 54,6%. Derrière ce chiffre se cache une importante disparité entre le taux d'accès à l'électricité en milieu rural, estimé à moins de 10%, et le taux d'accès en milieu urbain, estimé à 91%. Le gouvernement de la Mauritanie vise à atteindre une couverture universelle dans les localités urbaines en 2027 et à doubler le taux d'accès en milieu rurale par rapport à la situation en 2019. Pour 2030, l'objectif est l'accès universel au service public d'électricité.

Dans le cadre de la stratégie nationale d'électrification, il a été identifié les options d'électrification les moins coûteuses et qui explore la planification des investissements pour atteindre cet objectif d'électrification universel en Mauritanie.

Pour atteindre l'accès universel au service public d'électricité, il faut électrifier plus de 2 000 localités à l'horizon 2030. Le secteur de l'électricité en Mauritanie est en pleine phase de transition, de nombreux projets de développements des réseaux et de nouvelles sources de production d'énergies sont en cours de développement. Le réseau moyenne tension se développe principalement au sud du pays, où vit la majorité de la population rurale. Des axes de transport d'électricité haute tension sont en développement pour connecter les centres de consommation au Nord du pays au réseau interconnecté. La dorsale Ouest -Est est en cours de développement.

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie a obtenu un financement de la Banque Mondiale afin de couvrir le coût de réalisation d'une partie du projet de la ligne Haute Tension 225 kV Nouakchott - Néma et l'électrification rurale ainsi que la valorisation des énergies renouvelables (REMP). qui s'inscrit dans le cadre Projet d'Interconnexion Electrique en 225 kV Mauritanie-Mali et de développement de centrales solaires associées (PIEMM).

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet REMP, la SOMELEC envisage de recruter un ensemble d'experts dont le Responsable administratif et financier (RAF).

Les présents termes de référence concernent le recrutement du Responsable administratif et financier

II. MISSION ET ACTIVITES DU RAF DU PROJET

La Société Mauritanienne d'électricité (Groupe SOMELEC) souhaite contracter les services d'un responsable administrative et financier (RAF) pour le projet WEST AFRICAN REGIONAL ELECTRICITY MARKETS PROJET. Placé sous l'autorité du coordonnateur du projet, le RAF, est en charge de la gestion administrative, financière et comptable du Projet. Il coordonne et supervise le suivi du personnel et des services généraux. Il apporte un appui au coordonnateur dans la gestion de la relation avec la Banque Mondiale.

- En plus du projet REMP, Le RAF aura dans ses prerogatives le Projet DREAM. et il aura en charge les tâches suivantes :

a. Suivi budgétaire et reporting

- assurer, chaque année, l'établissement du budget à temps, et suivre son exécution ;
- élaborer suivant les périodicités et les délais requis les rapports de suivi financiers et budgétaires avec des recommandations pertinentes au coordonnateur et tenir compte des procédures des partenaires techniques et financiers ;
- fournir périodiquement un rapport sur la gestion administrative et financière du Projet ;
- préparer et suivre en relation avec le chef de l'unité les demandes de versement, de réapprovisionnement et de clôture ;
- veiller à l'utilisation du budget conformément aux prévisions et aux objectifs.

b. Comptabilité et suivi des dépenses

- assurer le bon fonctionnement du système de suivi financier et comptable du projet, y compris la production des informations nécessaires ;
- vérifier l'existence de pièces justificatives probantes et suffisantes à l'appui des engagements et des paiements ; veiller à la transparence dans l'utilisation des ressources dans toutes les activités du projet ;
- vérifier les aspects contractuels et financiers de chaque facture, demande de paiement, état ou décompte transmis par le chef de l'unité ;
- assister le coordonnateur dans le suivi financier, administratif et juridique, des activités du projet pour l'atteinte des objectifs visés
- assurer le suivi des opérations financières des comptes du projet (des engagements retrait, règlement, état de rapprochement bancaire);
- suivre superviser la tenue de la comptabilité générale, analytique et budgétaire du projet ;

- Guider les comptables et les responsables financiers des autres structures qui travaillent avec le projet dans élaboration du programme de travail et les budgets associés ;
 - établir les états financiers relatifs aux activités du projet ;
 - assurer la gestion de la trésorerie du projet et veiller au respect du calendrier des activités et au maintien permanent d'un équilibre financier ;
 - suivre les engagements financiers pris dans le cadre de ses activités ;
 - assurer le suivi des relations financières avec l'Etat et les bailleurs de fonds, ainsi qu'avec le Trésor, les banques et les autres institutions financières ;
 - assurer la programmation, l'acquisition et la bonne utilisation des biens et services ;
 - assurer la gestion de la logistique (véhicules, motos) ;
 - assurer la bonne conservation du patrimoine (immobilier et mobilier et stock, archives, etc.) conformément aux règles régissant la comptabilité des matières et du patrimoine
 - tenir à jour le registre d'enregistrement des biens mobiliers et immobiliers ;
 - procéder à l'inventaire périodique et annuel des immobilisations ;
 - superviser la gestion des stocks de fournitures de bureau, de carburant,
 - etc. ;
 - développer les actions idoines pour le respect des clauses juridiques, administratives et financières dans les différents accords liant le projet aux différents partenaires (Etat, Bailleurs de fonds, etc.) et en assurer le suivi, en relation avec le coordonnateur ;
 - contribuer à la préparation de toute la documentation nécessaire pour l'examen trimestriel semestriel ou annuel des plans d'exécution des activités du projet dans les domaines relevant de sa compétence (administration, finances, ressources humaines) ;
- contribuer à la préparation de toute la documentation nécessaire pour l'examen trimestriel semestriel ou annuel des plans d'exécution des activités du projet dans les domaines relevant de sa compétence (administration, finances, ressources humaines) ; ;
- élaborer le plan de financement et le plan de décaissement semestriel en relation avec le chef de l'unité ;
 - veiller à l'application des dispositions administratives, financières et comptables prévues dans le manuel de procédures ; et faire le suivi régulier de l'élaboration et/ou de l'actualisation du manuel des procédures et celle de l'ensemble du système informatique du projet ;
 - préparer et assister les audits externe et de supervision des bailleurs de fonds ;
 - veiller à l'application des recommandations issues des audits annuels ;
 - prendre toutes les diligences nécessaires afin que l'audit des comptes puissent se passer dans les délais requis et dans de bonnes conditions ;

- organiser et mettre en œuvre un contrôle de gestion sur les tableaux de bord et des contrôles périodiques permettant de suivre les interventions des différents bailleurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet ;
- contribuer à la rédaction de la partie administrative et financière des appels d'offres, des termes de références, des contrats, et suivre l'exécution de ces derniers, en rapport avec les autres domaines du projet .

c. Suivi du personnel

- assurer la gestion et le suivi administratif des contrats ;
- rédiger les contrats des consultants ou autres personnes sous contrat avec l'agence, dans le respect des dispositions réglementaires (Code du Travail, etc.) ;
- élaborer et superviser les plans annuels de renforcement des capacités du personnel ;
- organiser et répartir les tâches du personnel de soutien et superviser leur travail ;
- assurer l'évaluation du personnel sous sa supervision ;
- organiser et apporter son assistance au recrutement du personnel et gérer les dossiers y afférents.

d. Autres

- réaliser toute autre tâche rentrant dans le cadre des compétences et qui lui a été confié par le coordonnateur des projets.

III. **COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUIS POUR LE RAF**

- Diplôme d'Études Supérieures Niveau BAC AC+/5 en comptabilité finance ou, en sciences économiques, de gestion ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins de dix (10) ans en audit, en finances, dans une entreprise, des projets de développement, en cabinet d'audit, ou une ONG, ou comptabilité, dont au moins cinq (05) ans à un poste de DAF, de DAGE, de RAF ou similaire;
- l'expérience en gestion de ressources humaines serait un atout ;
- maîtriser les différentes techniques de gestion comptable et de suivi financier des projets de développement financés par les Bailleurs de fonds ;
- Avoir une bonne connaissance du référentiel comptable de la Mauritanie et de son application aussi bien en comptabilité publique qu'en comptabilité privée incluant la comptabilité de projets / programmes de développement ;
 - avoir une bonne connaissance des mécanismes de financement des projets de développement en général serait également un atout ;
 - avoir une bonne connaissance des procédures de financement de projets suivies par les Institutions financières internationales et de l'IDA en particulier serait un atout ;
 - avoir une solide connaissance de l'environnement économique de la Mauritanie ;

- d. avoir un esprit d'initiative et une rigueur dans le traitement des dossiers. Être apte à renforcer les capacités de ses collaborateurs ;
- e. avoir des qualités axées sur la résolution des problèmes et être capable d'identifier les réponses à apporter aux problèmes révélés ;
- f. avoir les qualités nécessaires pour motiver une équipe, des qualités de leadership, une vision stratégique, de la patience et de la diplomatie dans les relations interpersonnelles et esprit d'entreprise ;
- g. avoir une excellente capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- h. avoir une bonne maîtrise des logiciels courants de comptabilité et de l'outil informatique et bureautique ;
- i. avoir un sens de l'organisation, de la responsabilité, de la rigueur et de l'intégrité ;
- j. Le RAF devra pouvoir travailler en Français tant à l'oral qu'à l'écrit ;
- k. La connaissance des procédures liées à la commande publique est un atout.
- l. Les candidats âgés de plus de 63 ans ne sont pas éligible à ce poste.

IV. **DUREE DE LA MISSION ET LIEU**

Le contrat du RAF du projet sera d'un (1) an renouvelable par note de service du Coordonnateur et sous réserve de l'évaluation annuelle satisfaisante de ses performances.

Le personnel sera basé à Nouakchott, avec la possibilité d'effectuer des missions de terrain dans la zone d'intervention du Projet ou au besoin dans d'autres lieux en relation avec l'exécution du projet.

V. **OBLIGATION DE L'ADMINISTRATION DE SOMELEC**

Le personnel recruté aura à sa disposition tous les documents et logistiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il lui sera proposé un contrat pour une durée d'un an renouvelable suite à une évaluation annuelle des performances après une période probatoire de trois (3) mois au cours de la première année.